

## Syrie : un engrenage fatal ? (réunion parisienne d'Utopia le 5-06-13)

Rarement dans nos réunions un sujet aura été d'une telle actualité.

Aujourd'hui, après une résistance acharnée, le verrou stratégique de Qussaïr est tombé et la rébellion annonce son intention de porter le fer contre le Hezbollah au Liban...

Hier, la France a reconnu officiellement que Damas avait utilisé du gaz sarin. Confirmation vient d'être donnée par Londres.

Aujourd'hui encore, la Russie, non contente de vouloir honorer un contrat de livraison à Damas de missiles sol air S 300, pourrait avoir l'intention d'interposer des troupes à une des frontières syriennes...

Y a-t-il encore un moyen d'échapper à cet engrenage fatal ?

Au préalable, essayons de prendre la mesure de la complexité de la situation.

Un engrenage dans l'engrenage... :

- L'engrenage protestation-répression-rébellion-répression avec des armes de destruction massive a conduit à une situation extrême : une guerre totale contre les rebelles et la population civile des zones en voie d'être conquises ou tenues par les rebelles et à l'inverse, une radicalisation des rebelles, avec une force montante et souvent décisive des jihadistes. Successivement, les chars, les avions, les missiles et les armes chimiques auront été utilisées par l'armée loyaliste. De l'autre côté, de graves exactions auront également été commises, relevant de la CPI...

Face à cette situation de plus en plus dramatique (aux 100 000 morts aujourd'hui dénombrés, il faut ajouter 1,5 millions de déplacés qui posent de très graves problèmes humanitaires et commencent à lourdement peser sur les pays hôtes : la Turquie, le Liban et la Jordanie), la communauté internationale affiche son impuissance...

Après le double blocage au conseil de sécurité, les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la France se sont trouvés démunis, sans solution...

La première conférence à Genève, en juillet 2012, s'est traduite par un échec, buttant toujours sur le refus de Moscou de lâcher Assad...

Le principe de livrer des armes à la rébellion, qui aurait dû être acté très tôt, dès que Damas a employé contre la population civile des armes lourdes, est seulement admis aujourd'hui, et encore à des conditions telles que les poches de résistance les plus menacées seront perdues d'ici le 1<sup>er</sup> août où, peut-être, la France et le Royaume-Uni se décideront à livrer quelques armes...

- Cet engrenage dans l'engrenage de la non intervention-intervention a débouché sur une terriblement dangereuse régionalisation du conflit. Pendant les deux années où les Occidentaux temporisaient, les Iraniens, les Russes livraient des armes toujours plus sophistiquées à Damas. Les Iraniens envoyaient au combat des pasdaran, bientôt suivis par des hezbollahi aujourd'hui massivement présents dans le pays et vainqueurs à Qussaïr... Israël, toujours imprévisible, bombardait des convois supposés livrer des armes au Hezbollah. Il menace par ailleurs de bombarder les dépôts d'armes chimiques ou de réagir de la même manière en cas de livraison par la Russie des S300... En Turquie, des échanges de tirs sont intervenus à plusieurs reprises et surtout, un grave attentat

a été commis dans la ville frontière de Reyhanli, que la Turquie impute à Damas. Enfin, et c'est extrêmement préoccupant, le conflit a franchement et définitivement débordé sur le Liban et la situation risque d'empirer...

Cette non intervention qui rappelle bien des mauvais souvenirs, l'Espagne en 36, la Bosnie, le Darfour, est clairement responsable de l'aggravation de la situation. Elle a ouvert la porte aux interventions étrangères, comme en Espagne. Elle a laissé l'initiative du soutien de la rébellion aux Etats du Golfe, moins scrupuleux en ce qui concerne les destinataires des armes... Les Occidentaux sont préoccupés également par le départ en Syrie de jihadistes parmi leurs ressortissants ou résidents, comme cela s'était passé en Bosnie...

Leur inaction, qui n'est pas totalement étrangère à la radicalisation d'une partie de la rébellion, se trouve confortée par le souci que des armes qui seraient livrées à la rébellion tombent « entre de mauvaises mains »...

Ya-t-il encore une solution autre que militaire, « politique », comme aime à le répéter la communauté internationale, unanime au moins sur ce point ?...

Faut-il croire dans Genève 2 ? La conférence elle-même aura-t-elle lieu ?

On peut douter de sa réussite. Le CNS adopte une position d'attente, fixant ses conditions (le départ d'Assad et du Hezbollah...) Le politologue Peter Harling note la position « asymétrique » de Moscou et de Washington : les uns veulent le maintien du régime ; les autres, « se lavant les mains », souhaitent écarter le danger et être débarrassés du problème...

Règne aussi sur le dossier la part d'inconnue que représentent l'éventuelle livraison par la Russie des missiles S300 (mais n'est-ce pas surtout un moyen de pression ?...) et la réaction possible dans cette hypothèse d'Israël (mais il est peu vraisemblable que « la guerre de Troie ait lieu »...)

Il semble bien qu'on soit loin d'un « Dayton » syrien... Si la conférence est réunie, elle ne débouchera pas plus que la précédente sur un résultat....

Restent donc les livraisons d'armes. A compter du 1<sup>er</sup> août... Sera-t-il encore temps ? Quel en sera le prix ? Et quel en sera l'impact ?

- Le prix

Ce qui inquiète d'abord le plus les occidentaux, du moins dans leurs discours, ce sont les « mauvaises mains ». Les services spéciaux devraient logiquement en faire leur affaire – ce qui implique une présence sur le terrain... Il paraît difficile d'éviter une forme d'intervention discrète si l'on veut que les armes soient utilisées à bon escient, aux deux sens du mot (pour la « bonne cause » et par souci d'efficacité)...

Plus inquiétant peut-être est le risque d'enflammer encore davantage le conflit, avec le risque d'usage accru par Assad des armes de destruction massive, la mobilisation générale du Hezbollah, la livraison des S300 et le risque de frappes aériennes d'Israël, avec le scénario catastrophe de représailles iraniennes...

Les répercussions sur le Liban pourraient s'aggraver, avec un risque sérieux de retour à la guerre civile...

- L'impact

Il convient d'abord de savoir quelles armes seront livrées : celles dont les rebelles ont le plus grand besoins sont les armes de défense aérienne, batteries au minimum, missiles sol air dans l'idéal. Osera-t-on aller jusque-là ?...

Où seront-elles livrées ? L'ASL aura-t-elle les moyens, à partir de la frange du territoire « libéré », de faire parvenir les armes à ceux qui en ont le plus besoin, dans les positions assiégées et encore tenues ?

Les positions les plus difficiles étant souvent aux mains des groupes radicaux, finira-t-on par leur venir en aide en les considérant comme des alliés de circonstance, en pariant sur les chances de les contenir à l'avenir ? (Mais l'expérience libyenne ne prête pas à l'optimisme...)

Ne finira-t-on pas non plus par admettre la nécessité de zones d'exclusion aérienne ? (La Russie prépare la parade avec ses S300...) voire des frappes aériennes sur les dépôts d'armes chimiques ? La fameuse « ligne rouge » retrouvera-t-elle son sens ?...

En conclusion, le pire n'est jamais sûr, mais quel est le pire en la circonstance ? Le sentiment du rédacteur est que la guerre n'aura pas lieu ; les Américains surtout auront trop peur d'une nouvelle aventure... Des armes seront livrées au CNS par la France et le Royaume-Uni, en nombre raisonnable, avec peut-être quelques missiles et de très discrètes forces spéciales sur le terrain le plus proche des zones « libérées », permettant un retrait facile... Et Assad, qui a nettement repris l'avantage sur le terrain ces dernières semaines, mettra définitivement la rébellion, sans pour autant assouplir son régime. La « politique » aura gagné...

Jean-Jacques Pascal